Pas une voix pour le RN !

Macron on peut le combattre,
Le Pen elle va nous abattre !

Depuis le dimanche 10 avril et pour la troisième fois en vingt ans, le deuxième tour d'une élection présidentielle offre le choix entre la droite et l'extrême droite. À nouveau, les personnels de la maternelle à l'université se trouvent pris entre le marteau et l'enclume. Si le trio Macron-Blanquer-Vidal a fait la preuve de son mépris et déployé un programme de mesures néo-libérales, l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite aurait des conséquences autrement plus dangereuses.

Si le rassemblement national venait à remporter cette élection, l'éducation, à l'instar des autres secteurs professionnels, serait particulièrement soumise à ses idées nauséabondes. Ainsi, le programme du RN pour l'école[1] est un ensemble de mesures rétrogrades, discriminatoires et élitistes : suppression des ELCO qui nuiraient à l'assimilation des élèves étrangers, uniforme à l'école et au collège, suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme et de perturbations avérées, renforcement de la laïcité (sic) dans les établissements où seraient effectuées des percées islamistes, orientation précoce des jeunes et casse du collège unique,… Sans oublier racisme, sexisme, LGBTQIphobies et islamophobie : les fondamentaux de l'extrême-droite ! Aucune mesure ne viserait à réduire le nombre d'élèves par classe et améliorer les conditions de travail et d'étude ! À la place, toutes les mesures proposées par le RN reposent sur le maintien de l'ordre par la coercition des élèves racisé•es et leurs familles. Un contrôle accru s'exercera également sur les personnels afin de les mettre au pas sur le plan des programmes et de la pédagogie.

Le RN, un parti comme un autre ?

Il faut le rappeler : le RN n'est pas un parti comme les autres. C'est un parti créé en 1972 par des anciens SS, des collaborateurs et des nostalgiques de l'Algérie française sur les cendres d'Ordre nouveau, une organisation néo-fasciste. Depuis lors, ce parti a enclenché un processus de dédiabolisation permanente visant à lisser son image et rendre ses idées acceptables. Toutefois, derrière le RN se cachent des militants néo-nazis qui agressent et préparent des attentats. En janvier 2018, les élus FN[2] de la ville de Strasbourg n'ont pas voté une motion appelant à la dissolution du Bastion social, une organisation néo-fasciste. Il y a un an, un militant figurant sur une liste RN aux élections municipales à Haguenau en 2020 a été arrêté alors qu'il préparait un attentat contre une loge maçonnique[3]. Enfin, en pleine campagne, en visite à Haguenau, Marine Le Pen posait devant les caméras avec un militant néo-nazi, leader des hooligans de Strasbourg Offender[4] qui revendiquent de nombreuses agressions.

Si le RN accédait au pouvoir cela déboucherait inévitablement sur un régime similaire à ceux de Bolsonaro, Orban, Poutine ou Trump.

1 : https://mlafrance.fr/pdfs/projet-l-ecole.pdf

2 : https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2018/01/23/les-elus-demandent-la-dissolution-du-bastion-social

3 : https://www.rue89strasbourg.com/avant-son-projet-dattentat-le-neonazi-de-haguenau-naviguait-entre-fn-et-groupuscules-dultradroite-207151

4 : https://twitter.com/GuillaumeKrempp/status/1510206901337874435

5 : https://www.publicsenat.fr/article/politique/education-pour-le-fn-les-propositions-du-ministre-sont-une-victoire-80603

éducation Sud Alsace — Union syndicale Solidaires

Petite sœur de la droite !

L'extrême-droite se situe dans la continuité de la droite dont LREM fait partie. Alors qu'elle est députée, Marine Le Pen n'a pas défendu une seule fois les personnels de l'éducation en 5 ans, si ce n'est pour instrumentaliser la laïcité à des fins islamophobes. En décembre 2017, elle se félicitait d'ailleurs sur Twitter de la politique menée par le ministre Blanquer qu'elle qualifiait de « victoire idéologique »[5] pour le FN.

Pour rappel, la politique éducative de Macron-Blanquer-Vidal c'est :
- La réforme du lycée et du baccalauréat à marche forcée ;
- La sélection sociale à l'entrée à l'université avec Parcoursup ;
- La liquidation de l'éducation prioritaire ;
- L'instauration de Campus France ;
- La chasse aux thèses « islamo-gauchistes » à l'université ;
- La maltraitance et les inégalités de statut et de salaires pour les plus précarisé•es : AED, AESH et vacataires ;
- La baisse du nombre de postes ouverts aux concours de recrutement ;
- La suppression de 7 900 postes dans le second degré, soit l'équivalent de 165 collèges ;
- La diffusion d'idées islamophobes sous couvert de laïcité ;
- La casse et la marchandisation du service public d'éducation ;
- La gestion catastrophique de la crise sanitaire par le refus de recruter massivement pour protéger les personnels et les élèves.

Si la « reconquête » zemmourienne a essuyé un revers relatif au premier tour, il reste impératif de ne pas envoyer Marine Le Pen à l'Elysée ! Quel que soit le résultat, il faudra lutter pour plus de moyens, pour améliorer les conditions de travail de tous les personnels et des élèves, pour le progrès social, pour l'émancipation et contre la banalisation des idées d'extrême-droite. Macron n'envisage pas le principe de préférence nationale inscrit dans la Constitution, l'interdiction du voile dans l'espace public ou la suppression du droit du sol ; cette politique aurait forcément des répercussions à l'école. **Ce ne sont pas seulement les conditions mais aussi la nature des luttes qui vont changer si l'extrême-droite passe.**

Sud éducation Alsace appelle les personnels à se mobiliser contre l'extrême-droite dans leur quotidien et en participant aux diverses manifestations prévues :

MULHOUSE : 21 avril 2022 – 18H – place Franklin
STRASBOURG : 23 avril 2022 – 14H30 – place de la Gare